



Journées Cerises

S'interroger, débattre, tenter de dépasser nos limites

Samedi 8 novembre 2025 de 9h30 à 18h

Au local de Solidaires 31, rue de la Grange aux Belles 75010 Paris

Repas possible sur réservation participation de 20 euros

Dans les mouvements qui se développent, chaque revendication ne relève pas simplement du « conflit social » comme on le dit souvent mais plutôt de l'affrontement entre deux conceptions de la société : l'une où la course à l'argent comme finalité de l'économie s'impose comme principe directeur de toute la politique, l'autre qui porte l'exigence d'un nouveau développement humain fondé sur l'égalité, et la démocratie, et d'une vie vivable en harmonie avec la nature et l'ensemble des vivants.

Au moment même où le gouvernement fait un chantage éhonté au déficit pour porter de nouveaux coups, un rapport sénatorial chiffre à 270 milliards les cadeaux que l'État fait aux entreprises en 2023 ! Le désastre de la course aux dividendes avec la complicité de l'État et l'argent des contribuables est de plus en plus vivement dénoncé et suscite la colère : Attac dénonce le mythe du « déficit public » et de la dette ; des syndicats s'en prennent à la nocivité du système actionnarial, une mobilisation citoyenne forte s'est lancée le 10 septembre et son caractère large n'a pu que favoriser l'unité syndicale de retour pour une journée le 18 puis le 2 octobre. La domination du capital et des marchés est mise en cause au moment où dans le monde du travail grandit la conscience de l'apport indispensable de celui-ci à la société. L'absorption des moyens par ce que l'on appelle « les métropoles » au détriment de ce qui n'en est pas est de plus en plus ressentie comme aggravant les inégalités sociales. **Le mot système est devenu synonyme de ce qu'il faut combattre. La lutte des classes revient au grand jour.**

Notons que les partis de gauche sont en retard sur ces évolutions, alors que les tenants du système s'en inquiètent. **La crise politique s'approfondit. Les gouvernements sont devenus éphémères. Le 49-3 est devenu un mode de gouvernance.** Le PS découvre qu'il faudrait taxer les grosses fortunes alors qu'il ne l'a pas fait lorsqu'il en avait le pouvoir. Le RN clame la défense des petits mais épargne les capitalistes. La demande de la taxe Zucman témoigne de la brèche ouverte par l'exigence du partage des richesses mais en reste à un côté limité alors qu'une

politique de rupture est de plus en plus réclamée. **Mais la brèche est là.** Et que fait-on d'une brèche ?

L'expérience démontrant que le délégataire compromet la solution, cela conduit à la défiance envers les décisions venues d'en haut. Les citoyennes et citoyens s'en remettent de moins en moins aux experts politiques. Des syndicats appellent la rue à écrire le budget. De fait, la question du rapport à l'État est posée. Là encore, quant à la manière dont le peuple peut investir le champ des choix politiques, les partis de gauche sont muets.

Comment chacun de ces « bougés » pourrait servir de points d'ancrage pour que le mouvement populaire se donne les moyens de changer radicalement de politique ? Autrement dit comment à partir de nos interventions et nos spécificités suivant les espaces que nous représentons, dépasser les nouvelles limites actuelles ? N'est-il pas temps d'aborder ce que nous pourrions désigner sous le vocable « démarche autogestionnaire » ? Et ne faut-il pas commencer à préciser ce que nous mettons derrière la notion d'alternative ? Autant de questions rendues plus aiguës par les mouvements actuels et qui en retour interpellent le rôle que nous pouvons y jouer.

Car, nous, médias alternatifs, ne sommes pas que des observateurs mais nous nous considérons partie prenante.

Nous vous proposons d'explorer quelles pistes pourraient être mises en débat de manière crédible et dans cet esprit de nous interroger sur le rôle voire la forme de nos publications.